



3 1761 11708153 9

CA1

ND

-87C21S

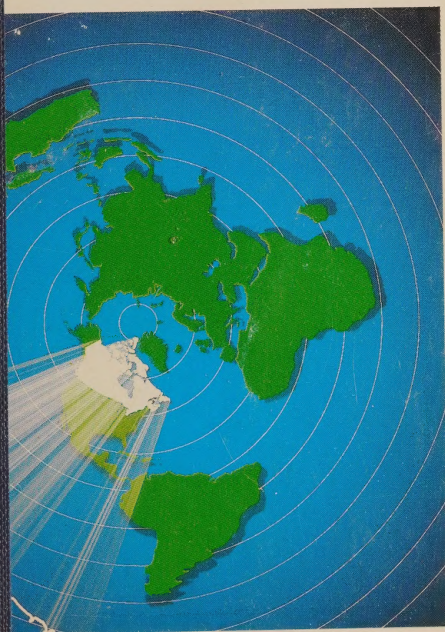
nal
nce


Government
Publications

ET GEMENTS

ne de défense pour le Canada

sur la défense



Canada 



Défense
nationale

National
Defence


Government
Publications


DÉFIS ET ENGAGEMENTS

Une politique de défense pour le Canada

Synopsis du
Livre blanc sur la défense



Canada 



Digitized by the Internet Archive
in 2023 with funding from
University of Toronto

DÉFIS ET ENGAGEMENTS

Une politique de défense pour
le Canada

Synopsis du
Livre blanc sur la défense

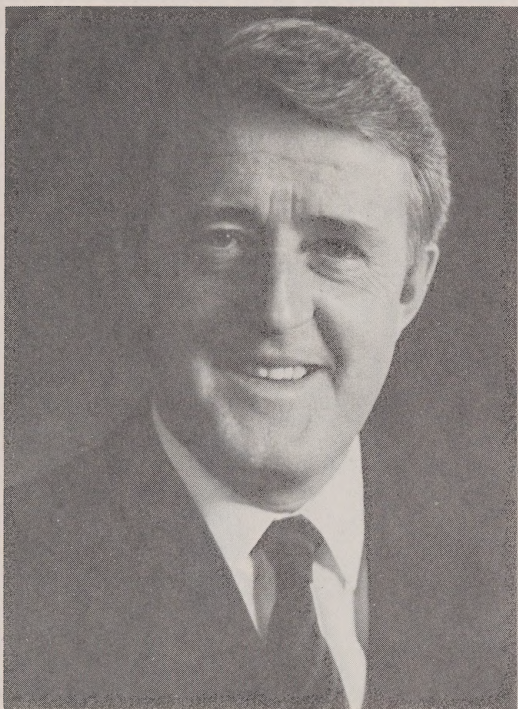
© Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1987

N° de cat. D2-73/1987-1

ISBN 0-662-55167-2

NDID-A-PP-000-000/AA-003

Tout renseignement additionnel peut être obtenu auprès de la Direction générale de l'information, au ministère de la Défense nationale, 101 promenade Colonel-By, Ottawa (Ontario) K1A 0K2, ou par téléphone au numéro (613) 996-2353.



La brochure que vous avez entre les mains est un condensé des résultats de l'examen approfondi dont ont fait l'objet les besoins du Canada en matière de défense. Je suis convaincu que les mesures qui y sont énoncées redonneront aux Forces canadiennes un idéal, ainsi que la fierté de servir une noble cause. Et tous les citoyens canadiens pourront marcher la tête haute, sachant que nous nous serons montrés à la hauteur de nos responsabilités envers nous-mêmes et envers nos enfants. Le Canada aura fait honneur à ses engagements.

A handwritten signature in dark ink, which reads "Jean Chrétien". The signature is fluid and cursive, with the first name "Jean" and last name "Chrétien" clearly distinguishable.

Premier ministre du Canada



Les défis que les Canadiens auront à relever d'ici à la fin du siècle sont lourds de conséquences tant pour la survie de l'humanité que pour celle du Canada comme pays libre et indépendant. La nouvelle politique de défense exposée dans le Livre blanc contribuera à garantir à nos enfants l'existence d'un Canada libre et souverain dans un monde plus pacifique.

Pierre Beatty

Juin 1987

Ministre de la Défense nationale

Principes essentiels de la sécurité du Canada

Le Canada ne faisant l'objet d'aucune menace extérieure qui lui est propre, mais ne pouvant garantir seul sa sécurité, il signe des accords de défense collective avec d'autres pays du monde libre. Depuis 1949, ces accords sont conclus sous l'égide de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN).

La politique du Canada en matière de sécurité comporte trois grands éléments: sécurité collective et défense, contrôle des armements et désarmement ainsi que résolution pacifique des conflits.

Contexte international

Le monde dans lequel vivent les Canadiens et les Canadiennes se caractérise par la rivalité entre l'Est et l'Ouest. Un conflit mettant en cause leurs idéologies et leurs systèmes de valeurs oppose ces deux groupes de pays. Ils sont divisés sur la façon d'organiser la société, d'exercer le pouvoir politique et de structurer l'économie. Ils ne s'entendent ni sur l'importance de la suprématie du droit, ni sur la valeur de la liberté personnelle, ni sur la manière de régler les rapports entre l'individu et la société. Dans cette lutte, le Canada n'est pas neutre. Nos valeurs et notre détermination à défendre la liberté et la démocratie nous unissent de la façon la plus fondamentale à d'autres pays occidentaux.

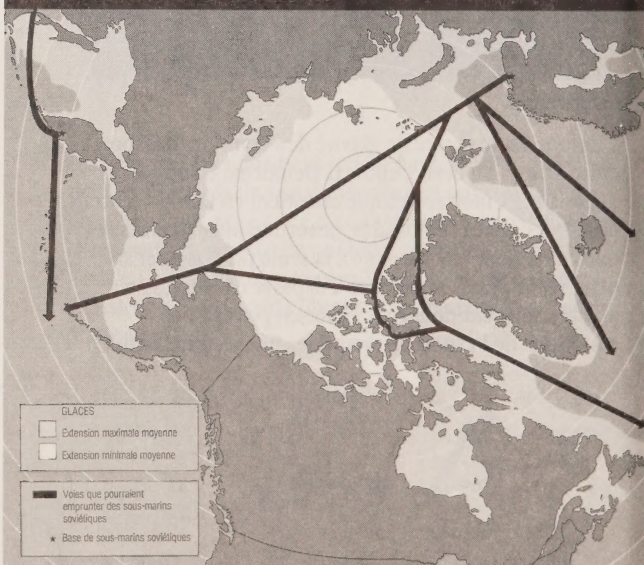
L'Europe est le centre de gravité de l'équilibre des forces entre l'Est et l'Ouest. Depuis la Deuxième Guerre mondiale, l'Union soviétique maintient en Europe centrale des forces armées colossales, beaucoup plus nombreuses que celles dont elle a besoin à la seule fin d'assurer sa défense. En réaction, l'Ouest a déployé des forces en nombre suffisant pour tout au moins priver l'Union soviétique de l'espoir de remporter une victoire facile.

La liberté et la sécurité de l'Europe occidentale revêtent une importance capitale pour l'avenir du Canada. Nous avons avec l'Europe des affinités politiques, culturelles et sociales que nous n'avons avec aucune autre région du globe, sauf les États-Unis. Si l'Europe occidentale cessait d'être libre, l'avenir de ce qui resterait de l'Occident serait sombre. Le contexte dans lequel le Canada cherche à accomplir sa destinée serait affaibli sous tous les rapports, et son avenir comme nation indépendante serait incertain.

Le Canada a aussi des intérêts grandissants en Asie et dans les pays du Pacifique, région qui a énormément évolué depuis quelque temps. D'imposantes forces armées s'y font face, et les forces navales soviétiques déjà nombreuses dans le Pacifique Nord prennent encore de l'envergure.

L'importance stratégique de l'océan Arctique ne cesse d'augmenter. La présence de plus en plus fréquente de sous-marins dans cette zone, entre autres choses, est source de préoccupation pour le Canada en ce qui concerne la souveraineté et la sécurité du pays.

ZONES MARITIMES ENGLACÉES



Les sous-marins nucléaires soviétiques peuvent atteindre l'Atlantique et le Pacifique en passant sous la calotte glaciaire de l'Arctique.

De nombreuses parties du monde sont en proie à l'instabilité et à des conflits régionaux qui pourraient faire éclater une guerre mondiale. C'est en raison de ce fait qu'un équilibre international stable et des moyens efficaces d'amener la résolution pacifique des différends sont indispensables à la sécurité du Canada.

Dissuasion stratégique

La principale menace directe qui plane sur le Canada est celle d'une attaque nucléaire soviétique contre l'Amérique du Nord. Afin de prévenir une telle attaque, les pays occidentaux appliquent une stratégie de dissuasion ayant pour fondement des forces nucléaires diverses. Ces dernières doivent être capables de survivre à une attaque et d'y riposter de façon à persuader tout agresseur éventuel de renoncer à ses visées, parce que les risques auxquels l'exposerait une attaque sont sans commune mesure avec les avantages qu'il pourrait en tirer.

Le Canada ne possède pas d'armes nucléaires et n'a aucunement l'intention de s'en procurer. Nous comptons donc sur les forces nucléaires stratégiques de riposte de notre allié principal, les États-Unis, pour dissuader l'Union soviétique de lancer une attaque nucléaire contre notre pays. En retour, nous contribuons à la dissuasion en aidant à défendre ces forces, notamment par nos activités au sein du NORAD.

Défense classique (non nucléaire)

Les forces classiques soviétiques menacent aussi la sécurité du Canada. La menace de type classique est particulièrement évidente en Europe centrale, où les forces du Pacte de Varsovie sont plus nombreuses que celles de l'OTAN; elle existe aussi partout ailleurs où des intérêts canadiens et des ressources soviétiques se recoupent: en mer, dans les océans Pacifique, Atlantique et Arctique, ainsi que dans les airs, au-dessus des voies d'accès à l'Amérique du Nord.

Pour s'opposer à pareille menace, il faut disposer de forces classiques en nombre suffisant et capables de soutenir le combat, qui soient entraînées et équipées convenablement. La parité absolue, homme pour homme et arme pour arme, n'est peut-être pas nécessaire; il reste néanmoins qu'en donnant à nos forces classiques une efficacité accrue et une capacité améliorée de livrer des combats prolongés, nous pourrions ne plus miser autant sur les armes nucléaires.

À une époque où le prix et la complexité des armes augmentent de façon spectaculaire, il faut que tous les membres de l'Alliance contribuent à la sécurité collective, si l'on veut que la défense classique soit crédible. La contribution du Canada prend les formes suivantes: présence navale dans l'Atlantique et le Pacifique, présence de forces terrestres et aériennes en territoires canadien et européen ainsi que participation à des programmes de l'OTAN financés en commun.



Le CF-18, chasseur ultramoderne dont nous venons de faire l'acquisition.

Souveraineté

Rien, après la défense du territoire canadien, n'est plus important que la protection de la souveraineté nationale. On fait appel aux militaires lorsque les autorités civiles n'arrivent pas à faire observer les lois et les règlements canadiens ou lorsque d'autres États ne reconnaissent pas au Canada sa compétence à certains égards.

Le gouvernement ne tolérera pas que l'on porte atteinte à la souveraineté canadienne. Il fera donc en sorte que les Forces canadiennes soient à même de mener des opérations n'importe où dans les limites des zones ressortissant au Canada.

Maintien de la paix

Le Canada a de brillants états de service dans le domaine du maintien de la paix. Il est également réputé pour sa capacité d'aider à régler des différends. Des Canadiens ont servi avec distinction lors de toutes les opérations de maintien de la paix organisées par les Nations Unies depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale.

Par notre appui à la quête de paix mondiale de l'Organisation des Nations Unies, nous continuerons de contribuer beaucoup à la stabilité mondiale et, par conséquent, à notre propre sécurité.

Contrôle des armements

Le contrôle des armements et la défense sont des éléments de la politique canadienne de sécurité qui se soutiennent l'un l'autre. Les lignes de conduite appliquées dans ces deux domaines ont pour but commun d'accroître la sécurité et la stabilité au niveau des forces le plus bas. Le ministère de la Défense nationale travaille en collaboration étroite avec le ministère des Affaires extérieures quand il s'agit de négocier des accords et de formuler, en collaboration avec les alliés du Canada, des propositions en matière de contrôle des armements.

Écart engagements-ressources

Après son accession au pouvoir, le gouvernement a examiné les engagements militaires du Canada en fonction des ressources actuelles des Forces canadiennes. Cet examen a confirmé que le Canada n'est pas en mesure de s'acquitter pleinement et efficacement de ces engagements, autrement dit, que des décennies d'abandon ont fait se creuser un grand fossé entre ces derniers et les ressources permettant de les respecter. Beaucoup du matériel des Forces canadiennes est déjà vieux et ne serait d'aucune efficacité contre les menaces modernes. Les programmes de modernisation n'ont pas progressé aussi vite que les technologies qu'ils incorporent.

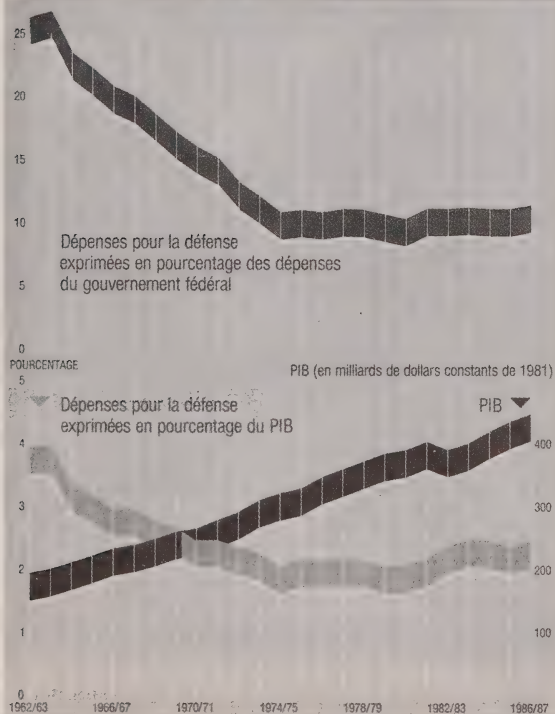
La Marine possède trop peu de navires et de sous-marins pour mener des opérations dans les océans Atlantique et Pacifique, et sa capacité de manoeuvrer dans l'Arctique est



L'un des trois sous-marins canadiens de classe OBERON.

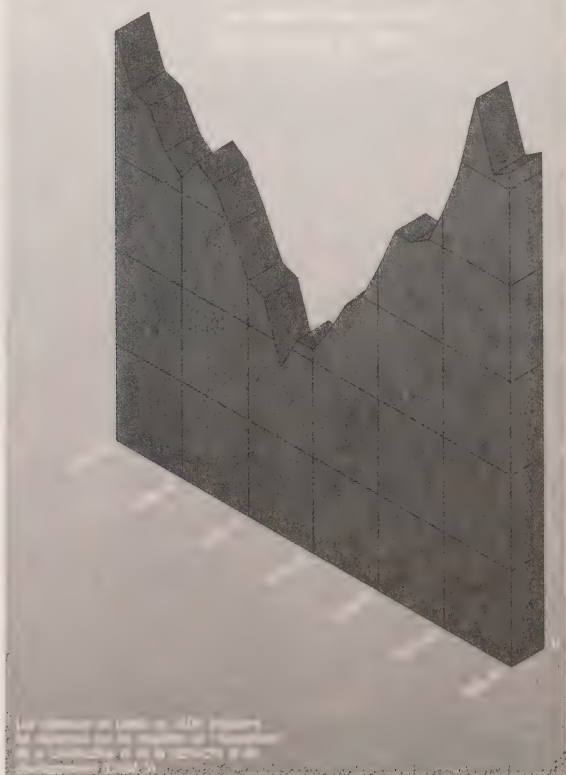
extrêmement limitée. De plus, elle serait incapable de garantir que les voies navigables et les ports du Canada soient exempts de mines. Les forces terrestres sont aux prises avec une très grave pénurie de matériel et n'ont pas assez de soldats prêts au combat, tandis que la Milice est trop peu nombreuse, mal équipée et peu entraînée pour suppléer pareille insuffisance. Enfin, les forces aériennes manquent nettement d'aéronefs pour transporter en Europe les troupes et le matériel en période de tension et pour en assurer le soutien durant des hostilités; elles manquent également d'appareils de patrouille maritime ainsi que d'armes modernes destinées aux CF-18 et elles n'ont pas d'avions de remplacement de ce type pour compenser les pertes subies en temps de paix. C'est toutefois le manque de soutien logistique et médical fourni à nos forces affectées en Europe à l'appui de nos engagements qui offre l'exemple le plus frappant de l'écart engagements-ressources.

EFFORT DE DÉFENSE AU CANADA



Au coeur du problème se trouve le niveau de financement alloué à la défense depuis un quart de siècle. À partir du début des années soixante, on a pu observer une tendance à la baisse dans la part du budget fédéral et dans celle du produit intérieur brut du Canada qui sont consacrées à la défense. En effet, les dépenses engagées sur ce chapitre ont soit carrément diminué, ce qui est arrivé certaines années, soit augmenté d'un pourcentage inférieur à celui de l'inflation, ce qui a été souvent le cas. Inévitablement, de tous les éléments du budget de la défense, ce sont ceux qui devaient servir à l'achat de matériel qui ont été le plus durement touchés.

PROGRAMME D'IMMOBILISATIONS



Depuis quelques années, on alloue à l'achat de matériel des sommes plus importantes mais encore insuffisantes pour rattraper le retard accumulé depuis les années soixante et qui, faute d'un redressement, aura tôt fait d'aboutir à un «blocage», c'est-à-dire à la détérioration non planifiée et généralisée des ressources militaires des Forces canadiennes. Ces dernières seraient finalement incapables de mener des opérations en toute sécurité, et même notre illusion d'apporter une contribution utile à la sécurité collective se dissiperait.

Par suite de son examen de la politique de défense, le gouvernement du Canada a décidé de concentrer certains de ses engagements afin d'employer plus efficacement les ressources disponibles et de s'acquitter de ses autres engagements avec plus d'efficacité. Il accroîtra donc le niveau des dépenses pour la défense, selon les besoins, pour aider les Forces canadiennes à faire face aux défis qu'il faudra relever durant les années quatre-vingt-dix et les années ultérieures. Il est possible de rattraper le retard consécutif à des décennies d'abandon mais, pour ce faire, il faut adopter une solution à long terme: un programme de financement constant et prévisible, qui s'appuie sur un leadership politique conséquent et cohérent.

La voie à suivre

La politique canadienne en matière de défense continuera de reposer sur la sécurité collective assurée au sein de l'Alliance de l'Atlantique Nord, stratégie qui prévoit notamment que le Canada assure la défense du continent nord-américain en collaboration avec les États-Unis. Le Canada contribuera à la dissuasion et à la défense collectives en Amérique du Nord, en Europe occidentale et en mer, et il fera plus encore pour la paix et la sécurité. Afin de favoriser l'existence d'un monde plus pacifique, les Forces canadiennes continueront de se consacrer au règlement de conflits régionaux en contribuant au maintien de la paix. Le ministère de la Défense nationale poursuivra, de concert avec le ministère des Affaires extérieures, la recherche de moyens efficaces de contrôle

des armements devant permettre à la fois d'accroître la sécurité et la stabilité dans le monde et de réduire le niveau des forces armées.

En traçant la voie à suivre, le gouvernement adoptera un certain nombre de mesures nouvelles. Les changements qu'elles amèneront serviront tant nos intérêts nationaux que ceux de l'Alliance. Collectivement, ces changements feront augmenter considérablement l'efficacité globale des Forces canadiennes.

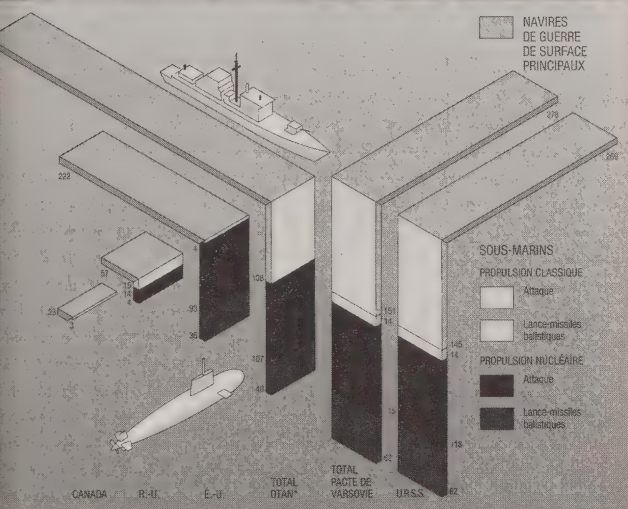
Nous fournirons à la Marine des bâtiments modernes, performants et capables de mener des opérations sur les trois océans qui baignent nos côtes: l'Atlantique, le Pacifique et l'Arctique. Notre capacité d'assurer la surveillance et la défense du territoire canadien sera renforcée. Nous revitaliserons la Réserve et en augmenterons les effectifs pour qu'elle assume un rôle élargi lorsqu'il s'agit soit d'assurer la défense du Canada, soit d'appuyer et de soutenir nos engagements outre-mer. Afin de garantir la crédibilité de la contribution du Canada et de faciliter le soutien des forces, nous concentrerons sur le Front central nos ressources terrestres et aériennes désignées pour se déployer en Europe. Ces mesures viendront s'ajouter à ce qui se fait déjà et nous permettront d'en arriver, d'une part, à la structure optimale des forces moyennant des dépenses raisonnables et, d'autre part, au potentiel militaire voulu pour nous acquitter efficacement de nos engagements. En apportant ces changements, le Canada assumera mieux ses responsabilités de partenaire. Il fera aussi preuve d'une attitude plus honnête envers ses alliés, envers ses citoyens et envers les hommes et les femmes des Forces canadiennes qui risquent leur vie pour assurer notre défense.

Voici, en bref, les principales mesures que prévoit la nouvelle politique de défense:

Créer une Marine ayant un potentiel opérationnel sur trois océans, c'est-à-dire:

- faire l'acquisition de six nouvelles frégates, qui viendront s'ajouter aux six frégates qu'on est en train de construire et aux quatre destroyers dont la modernisation est en cours;
- acheter de 10 à 12 sous-marins à propulsion nucléaire devant mener des opérations dans les océans Atlantique, Pacifique et Arctique;
- installer dans l'Arctique un réseau moderne et fixe de surveillance sous les glaces;
- mettre au point de nouveaux systèmes sonar et faire l'acquisition de navires remorqueurs de réseaux pour améliorer la surveillance sous-marine;
- faire construire des dragueurs de mines destinés à la Réserve navale; et
- se procurer de nouveaux hélicoptères embarqués devant servir pour la guerre anti-sous-marine.

COMPOSITION DES FLOTTES



* À l'exclusion de l'Espagne et de la France, qui ne font pas partie de la structure militaire intégrée de l'OTAN.

La France possède 46 navires de guerre de surface principaux et 23 sous-marins (6 SSBN, 2 SSN et 15 classiques). L'Espagne possède 23 navires de guerre de surface principaux et 8 sous-marins classiques.

Une flotte moderne ne saurait se passer de sous-marins.

Renforcer la surveillance, c'est-à-dire:

- acheter au moins six nouveaux avions de patrouille à grand rayon d'action;
- moderniser la flotte actuelle d'avions de patrouille à rayon d'action moyen;
- conserver dans notre flotte de *CF-18* le nombre d'avions prévu et armer ceux-ci convenablement;
- encourager le déploiement de systèmes de surveillance spatiale, ainsi que la recherche et le développement dans ce domaine; et
- envisager d'installer des radars à antenne synthétique à bord des avions en service.

Améliorer la défense territoriale, c'est-à-dire:

- augmenter les effectifs des *Canadian Rangers* et fournir du matériel, une instruction et un soutien meilleurs à ces derniers;
- constituer de nouvelles brigades de la Milice qui, avec la Force d'opérations spéciales et le Régiment aéroporté du Canada, formeront une force opérationnelle;

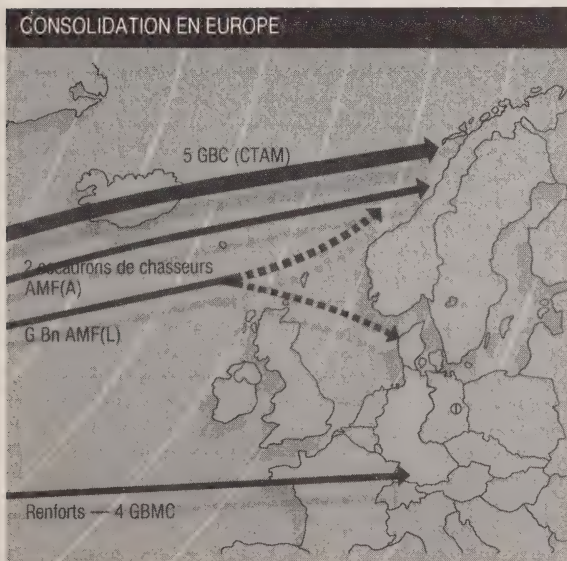


Une réserviste du 2^e Régiment de génie de campagne (M) pendant un exercice de la Milice.

- fournir du matériel neuf et dispenser l'instruction pour la défense territoriale;
- constituer, dans la Milice, une garde chargée de protéger des points vitaux militaires (autrement dit, des installations-clés) un peu partout au pays;
- créer, dans le Grand Nord, un centre d'entraînement en milieu nordique; et
- établir une structure de commandement régionale.

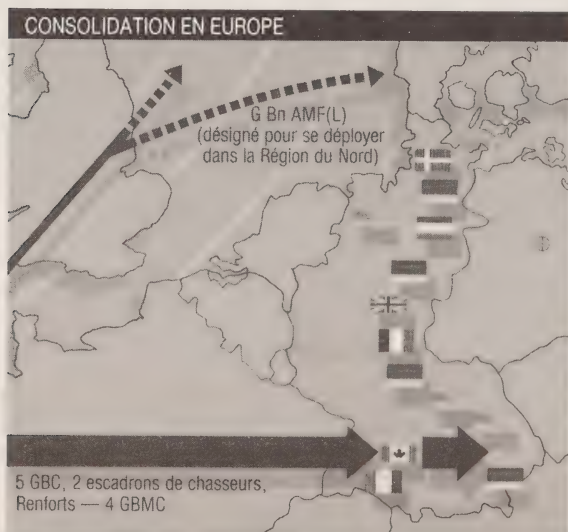
Accroître la crédibilité de notre contribution à la dissuasion exercée en Europe par l'Alliance, c'est-à-dire:

- nous dégager de l'obligation d'envoyer un groupe-brigade et deux escadrons de chasseurs en Norvège septentrionale (obligation qui est impossible à remplir) afin de consolider nos forces désignées pour se déployer à l'appui de nos engagements en faisant de celles-ci une division terrestre et une division aérienne affectées au Front central;



Le passé

- mettre en place à l'avance le matériel et les approvisionnements destinés au groupe-brigade basé au Canada (le 5 GBC) qui doit aller rejoindre, en cas de crise, le groupe-brigade basé en permanence dans le sud de la République fédérale d'Allemagne (le 4 GBMC);
- mettre en place à l'avance le matériel et les approvisionnements destinés au Groupe-bataillon AMF(L) qui, en temps de crise, sera assigné au Commandement de l'Europe du Nord;
- doter nos régiments blindés de nouveaux chars de combat;
- s'assurer que le 1^{er} Groupe-brigade du Canada et les nouvelles brigades de la Milice garantissent le maintien au combat de la division terrestre;
- augmenter nos effectifs en Europe pour fournir des éléments de division aérienne ou terrestre et un encadrement plus vaste en ce qui concerne le soutien logistique et médical; et
- fournir des moyens de transport aérien supplémentaires.



L'avenir

Revitaliser la Réserve, c'est-à-dire:

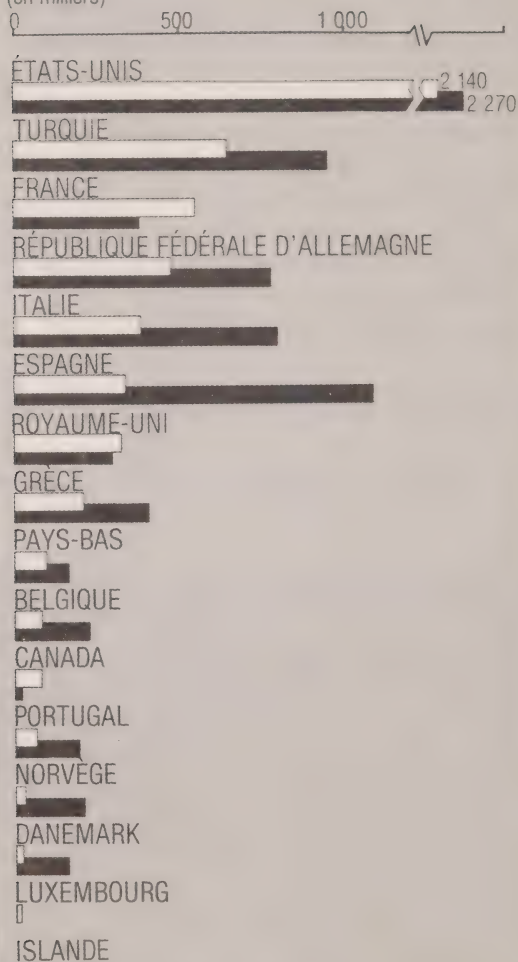
- appliquer le principe de la «force totale» et atténuer la distinction qui existe entre Force régulière et Réserve;
- assigner des tâches de temps de guerre précises aux réservistes;
- augmenter l'entraînement et le matériel en quantité et en qualité;
- porter progressivement le nombre de réservistes à 90 000;
- envisager la possibilité de remettre en oeuvre d'anciens programmes de formation universitaire à l'intention des officiers de la Réserve; et
- augmenter la solde et les indemnités.

Donner des assises plus solides à notre défense, c'est-à-dire:

- favoriser l'égalité d'accès à l'emploi dans les Forces canadiennes et au ministère de la Défense nationale pour les membres des deux groupes de langue officielle;
- élargir les horizons des femmes dans les Forces canadiennes;
- faire en sorte que la composition de la Force régulière et de la Réserve témoigne plus fidèlement de la diversité ethnique de la société canadienne;
- renforcer l'état de préparation de l'industrie de défense;
- accroître la contribution des Forces canadiennes en matière d'aide humanitaire aux pays étrangers;
- élargir le cadre du Programme d'études militaires et stratégiques;

EFFECTIFS DE LA FORCE RÉGULIÈRE ET DE LA RÉSERVE

(en milliers)



□ Force régulière ■ Réserve

-
- remplacer la *Loi sur les mesures de guerre* par une loi sur les mesures d'urgence; et
 - adopter une loi créant Protection civile Canada, organisme chargé de coordonner les aspects civils de la planification de la mobilisation dans l'ensemble du gouvernement.

Les grands programmes d'acquisition de matériel militaire étant longs à réaliser, le gouvernement ne pourra pas appliquer toutes en même temps les mesures énumérées ci-dessus. Ces dernières ont cependant pour but de faire en sorte que les programmes soient tous bien en place d'ici à la fin de la période de planification de quinze années qui est visée par le Livre blanc. Le gouvernement s'est engagé à maintenir à au moins deux pour cent par année le taux de croissance réelle des dépenses pour la défense durant cette période. Certaines années, il faudra dépasser le niveau de financement fixé, en raison de la mise en oeuvre de grands projets prévus dans le Livre blanc.

Conclusion

Sur les plans de la géographie et de l'histoire, les Canadiens sont privilégiés. Il y a plus de 170 ans que le Canada n'a pas été envahi, et le peuple canadien n'a jamais subi une occupation militaire. Alors que l'histoire dicte prudence et prévoyance, les Canadiens entrevoient toujours l'avenir avec optimisme. Pourtant, les pays qui ne s'occupent pas de leurs forces militaires deviennent souvent la proie de celles d'autres pays.

Il ressort de l'examen de la politique canadienne que celle-ci continuera de reposer sur une stratégie de sécurité collective appliquée dans le cadre des activités de l'OTAN, stratégie qui prévoit notamment que nous nous associions aux États-Unis pour mener des activités de défense.

Le gouvernement redonnera crédibilité au concours qu'apporte le Canada pour répondre aux besoins de l'Alliance en matière de dissuasion et de défense. À cette fin, il exercera un leadership conséquent et il appliquera, à l'égard des services de défense, un programme de financement constant et prévisible.

Avec le temps, nos efforts nous permettront de fournir aux Forces canadiennes les ressources voulues pour relever les défis qui pourraient surgir d'ici au début du siècle prochain. Il sera ainsi possible de mieux garantir notre sécurité et protéger notre souveraineté nationale. Enfin, notre pays assumera mieux ses responsabilités de membre de l'OTAN et il aura des assises plus solides pour contribuer à faire régner la paix et la liberté dans le monde.



Des cadets de la Marine venant du Québec, à bord d'un navire .

Notes



Sea Cadets from Quebec aboard ship.

Conclusion

Canadians are blessed in their history and geography. For 170 years, we have been free from invasion and, as a nation, we have never had to suffer occupation. While Canadians look optimistically towards the future, history teaches us the need for prudence and preparedness. Countries which do not look to their own military forces often become the victims of the forces of others.

The defence review has confirmed that Canadian defence policy will continue to be based on a strategy of collective security within NATO, including our defence partnership with the United States.

The Government will restore the credibility of Canada's contribution to the deterrence and defence needs of the Alliance through consistent leadership and steady, predictable funding of the defence program.

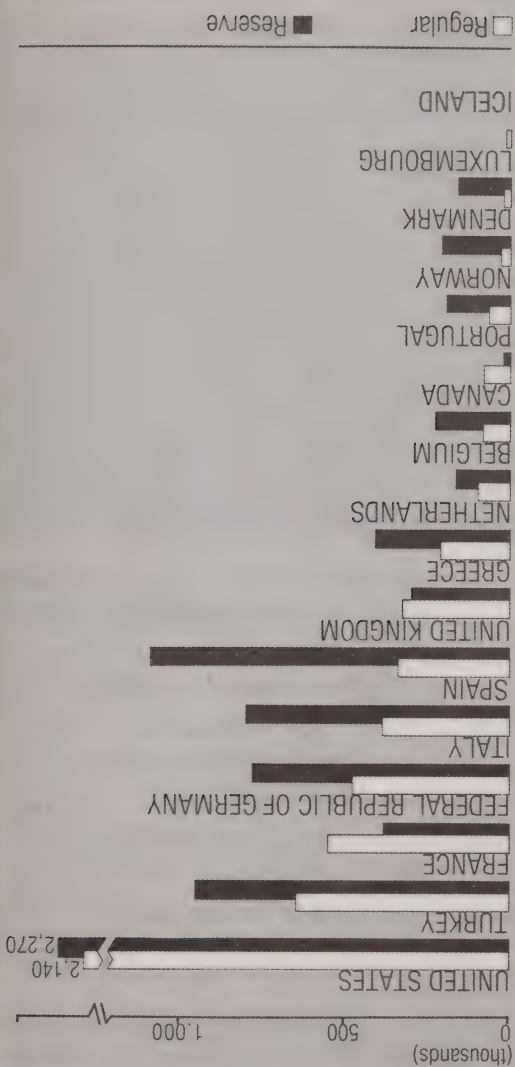
Over time, our initiatives will provide the Canadian Forces with the capabilities to respond to challenges into the next century. Canadian security and sovereignty will be better served. Canada will become a more responsible defence partner within NATO, and we will have a firmer basis from which to do our share in the maintenance of peace and freedom.

—replacing the *War Measures Act* with new emergency legislation; and

—introducing legislation to establish Emergency Preparedness Canada, the agency responsible for co-ordinating the civil aspects of Government-wide mobilization planning.

Major military equipment programs take a long time to complete and the Government will not be able to implement all these initiatives at once. The goal, however, is to have them all substantially in place by the end of the 15-year planning period covered by the White Paper. The Government is committed to annual real growth in defence spending which will not fall below two per cent over that period. Increased resources above this planned funding floor will be provided as major projects forecast in the White Paper are introduced.

REGULAR AND RESERVE MILITARY PERSONNEL



To Revitalize the Reserves, by:

- introducing a Total Force Concept, reducing the distinction between the Regular and Reserve forces;
- assigning the Reserves specific wartime tasks;
- improving the quality and quantity of training and equipment;
- increasing the Reserves to 90,000 personnel over time;
- investigating reactivation of university Reserve officer training programs; and
- improving Reserve pay and benefits.

To Build a Firmer Foundation for Future Defence by:

- providing equitable opportunities in both official languages in the Canadian Forces and the Department of National Defence;
- expanding the role of women in the Canadian Forces;
- ensuring that the composition of the Regular and Reserve Forces more adequately reflects the ethnic diversity of Canadian society;
- strengthening defence industrial preparedness;
- enhancing the contribution of the Canadian Forces to foreign disaster and humanitarian relief;
- broadening and extending the Military and Strategic Studies program;



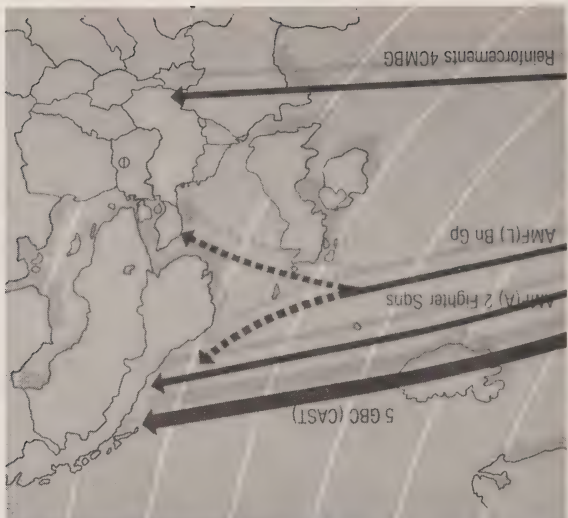
- providing additional airlift capability.
- increasing the personnel strength in Europe to provide land and air Divisional elements and larger logistics and medical support cadres; and
- assuring sustainment of the army division by 1 Canadian Brigade Group and the new Militia brigades;
- re-equipping our armoured regiments with new main battle tanks;
- pre-positioning equipment and supplies for the AMF(L) Battalion Group assigned in time of crisis to Northern European Command;
- pre-positioning equipment and supplies for the time of crisis will join the brigade group permanently stationed in southern Germany (4 CMBG);
- pre-positioning equipment and supplies for the Canada-based brigade group (5 GBC) which in time of crisis will join the brigade group permanently stationed in southern Germany (4 CMBG);

- providing new equipment and training for territorial defence;
- creating within the Militia a military vital point guard to secure key installations across the country;
- establishing a northern training centre in the High Arctic; and
- setting up a regional command structure.

To Improve the Credibility of our Contribution to Alliance Deterrence in Europe, by:

- cancelling our unsustainable commitment to send a brigade group and two fighter squadrons to northern Norway in order to consolidate our commitments on the central front into land and air divisions;

CONSOLIDATION IN EUROPE



To Reinforce Surveillance, by:

— purchasing at least six new long-range patrol aircraft;

— modernizing the existing fleet of medium-range patrol aircraft;

— maintaining the strength of our CF-18 aircraft and arming them effectively;

— promoting research, development and deployment of space surveillance systems; and

— investigating the installation of synthetic aperture radar in existing aircraft.

To Strengthen Territorial Defence, by:

— expanding the Canadian Rangers, improving their equipment, training and support;

— creating new Militia brigades which, together with the Special Service Force and the Canadian Airborne Regiment, will form a task force;



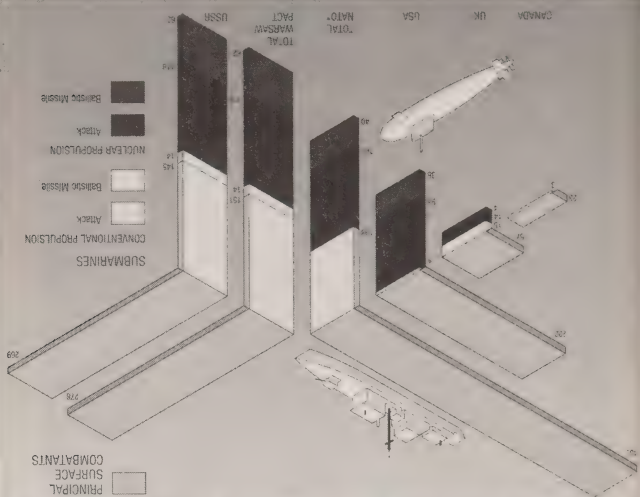
A Reservist from 2 Field Engineer Squadron (M) during a Militia exercise.

In brief, the key initiatives of the new defence policy are:

To Create a Three-Ocean Navy, by:

- building six new frigates in addition to the six currently under construction and the four destroyers being modernized;
- acquiring a fleet of 10-12 nuclear-powered submarines to operate in the Atlantic, the Pacific and the Arctic;
- installing a modern, fixed, under-ice surveillance system in the Arctic;
- developing new sonar systems and acquiring detection array towing vessels for better underwater surveillance;
- building minesweepers for the Naval Reserve; and
- acquiring new shipborne anti-submarine warfare helicopters.

FLEET COMPOSITION



Excludes France and Spain which do not participate in NATO's integrated military structure. France has 46 principal surface combatants and 23 submarines (6 SSBN, 2 SSN, 15 conventional). Spain has 23 principal surface combatants and 8 conventional submarines. Submarines are essential to a modern fleet.

The Way Ahead

Canadian defence policy will continue to be based on collective security within the North Atlantic Alliance, including the continental defence partnership with the United States. Canada will participate in collective deterrence and defence in North America, in Western Europe and at sea. Canada's contributions to peace and security will not stop there, however. In the pursuit of a more peaceful world, the Canadian Forces will rededicate themselves to resolving regional conflicts through peacekeeping. The Department of National Defence, with the Department of External Affairs, will continue the search for effective arms control which will enhance security and stability while lowering the level of armed forces.

In charting the way ahead, the Government will take a number of new initiatives. These changes will serve both national and alliance requirements. Collectively, they will significantly increase the overall effectiveness of the Canadian Forces.

We will provide the navy with modern, capable vessels for operations in the three oceans which border our country: the Atlantic, the Pacific and the Arctic. Our capacity for surveillance and defence of Canadian territory will be bolstered. The Reserves will be revitalized and enlarged to assume a greater role, both in the defence of Canada and in supporting and sustaining our overseas commitments. Our land and air commitments in Europe will be consolidated on the central front to provide a credible and more readily supportable Canadian contribution. These initiatives, combined with what is already being done, will eventually produce the best affordable force structure and a military capability to meet our commitments effectively. With these changes, Canada will become a more responsible partner. We will be more honest with our allies, with our citizens, and with the men and women of the Canadian Forces who risk their lives in our defence.

In recent years more money has been spent to purchase equipment, but not enough to overcome the "bow wave" of deferrals since the 1960s. If this condition were allowed to continue, it would soon lead to "rust-out", the unplanned and pervasive deterioration in the military capabilities of the Canadian Forces. Eventually, the Canadian Forces would not be able to operate safely and, finally, any useful contribution to collective security would disappear.

On the basis of its defence review, the Government has decided to consolidate some commitments to make more efficient use of available resources, while improving the effectiveness with which the remaining commitments are carried out. Defence spending will be increased sufficiently to help the Canadian Forces respond to the challenges of the 1990s and beyond. The effects of decades of neglect can be overcome, but it will require a long-term solution: a steady and predictable funding program based on coherent and consistent political leadership.

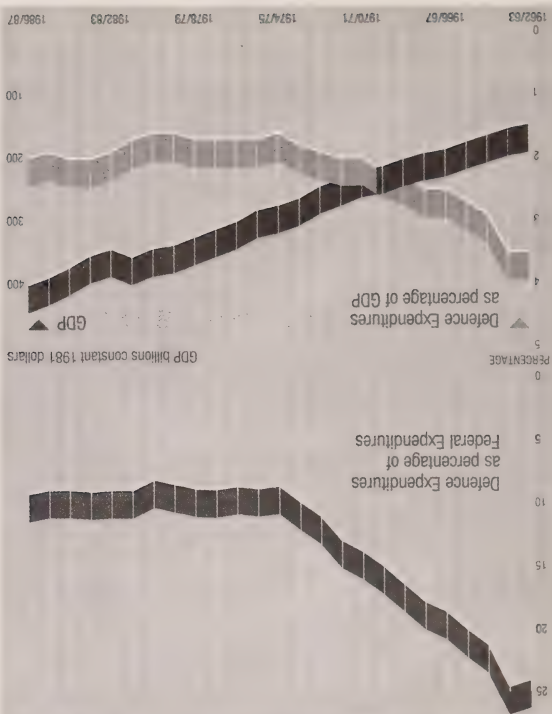
At the root of the problem is the level of funding for defence over the last 25 years. A long-term trend towards spending smaller percentages of the federal budget and of Canada's Gross Domestic Product on defence has been evident since the early 1960s. In some of those years, defence spending actually decreased. In many others, it did not keep pace with inflation. Inevitably, the portion of the defence budget that suffered most from this neglect was that used to buy new equipment.

CAPITAL PROGRAM

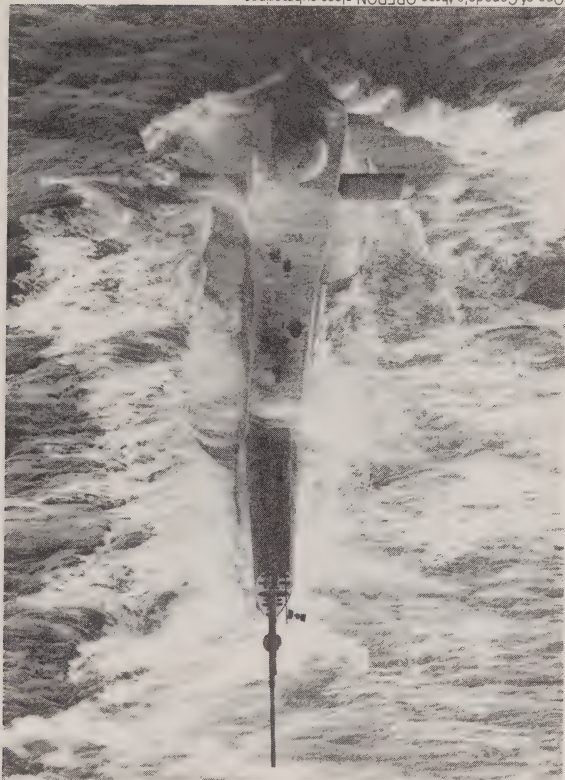


The navy has too few ships and submarines for Atlantic and Pacific operations and a very limited capability to operate in the Arctic. It could not keep Canadian waterways and harbours clear of mines. The land forces have severe equipment shortages and too few combat-ready soldiers, and the Militia is too small, ill-equipped and insufficiently trained to make up the difference. The air forces suffer from a serious shortage of air transport to move troops and equipment to Europe in times of tension and to sustain them during hostilities. They have too few maritime patrol aircraft. They lack sufficient numbers of modern weapons for the CF-18 aircraft and cannot replace CF-18s lost in peacetime. Nowhere is the gap more evident than in the lack of logistic and medical support for our forces committed to Europe.

CANADA'S DEFENCE EFFORT



One of Canada's three OBERON class submarines.



The Commitment-Capability Gap

Since coming to office, the Government has reviewed Canada's military commitments in relation to the current capabilities of the Canadian Forces. Its review has confirmed that we are unable to meet those commitments fully and effectively — that, after decades of neglect, there is a significant "commitment-capability gap". Much of the equipment of the Canadian Forces is already old and ineffective against current threats. Modernization programs have not kept pace with technological change.

After the defence of the country itself, there is no issue more important than protecting our sovereignty. The military is called upon when the civil authorities are unable to enforce Canadian laws and regulations or when Canada's jurisdiction is challenged by other states.

Sovereignty

The Government will not allow Canadian sovereignty to be diminished. It will ensure that the Canadian Forces are able to operate anywhere within Canadian jurisdictional limits.

Peacekeeping

Canada has a respected record in peacekeeping and a proven competence in helping settle disputes. Canadians have participated with distinction in every United Nations peacekeeping operation since the end of the Second World War.

Our continued support for the United Nations' quest for global peace makes an important contribution to world stability and therefore to Canadian security.

Arms Control

Arms control and defence are mutually supporting elements of Canadian security policy. The policies pursued in each area share the common goal of increased security and stability at the lowest level of forces. The Department of National Defence works closely with the Department of External Affairs in formulating arms control proposals, in consulting with our allies, and in negotiating agreements.

The recently acquired CF-18 is a state-of-the-art fighter aircraft.



To counter the conventional threat requires adequate numbers of properly trained and equipped conventional forces. It may not be necessary to match the other side soldier-for-soldier and weapon-for-weapon, but by increasing the effectiveness of our conventional forces and their ability to fight over an extended period, we can reduce our reliance on nuclear weapons.

In an era of dramatically increasing complexity and cost of weapons, credible conventional defence requires that all members of NATO contribute to collective security. Canada plays its part through naval forces in the Atlantic and the Pacific, through land and air forces at home and in Europe, and through NATO's common funded programs.

Many parts of the world are plagued by instability and regional conflict, which could lead to world war. That is why a stable international environment and effective measures to resolve disputes peacefully are critical to Canada's security.

Strategic Deterrence

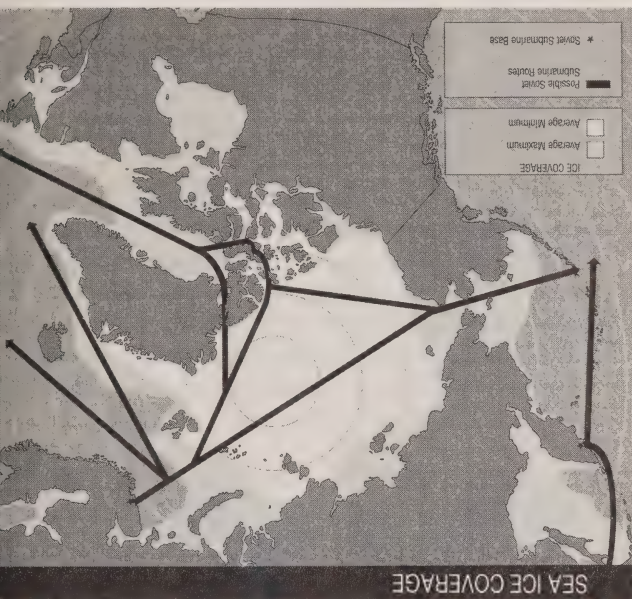
The principal direct threat to Canada is a nuclear attack on North America by the Soviet Union. To discourage such an attack, Western nations rely upon a strategy of deterrence based on diversified nuclear forces. These forces must be able to survive an attack and retaliate in a manner that will convince any potential aggressor that the penalty he risks far outweighs any gain he might achieve.

Canada has no nuclear weapons and no intention of acquiring them. To deter a Soviet nuclear attack on Canada, we rely on the strategic nuclear retaliatory forces of our principal ally, the United States. We contribute to deterrence by helping defend these retaliatory capabilities, notably through NORAD.

Conventional (Non-Nuclear) Defence

Soviet conventional forces also threaten Canadian security. Although this threat is most evident in Central Europe, where Warsaw Pact forces outnumber those of NATO, it also exists wherever else Canadian interests and Soviet military capabilities overlap: at sea, in the Pacific, the Atlantic and the Arctic, and in the air over the approaches to North America.

Soviet nuclear submarines can reach the Atlantic and the Pacific by travelling under the



SEA ICE COVERAGE

security concerns for Canada.

The Arctic Ocean is an area of growing strategic importance. Increasing use of the region by submarines, for example, raises both sovereignty and

Canada also has growing interests in Asia and the Pacific Rim, a region which has recently experienced massive change. Here too, vast armed forces confront each other, and the already large Soviet naval presence in the North Pacific is expanding.

doubt.

A free and secure Western Europe is critical to Canada's future. Our political, cultural and social ties with Europe are unmatched by those with any other region, except the United States. If a free Western Europe were lost, what remained of the West would face a bleak future. The context in which Canada seeks its destiny would be diminished in every respect and our future as an independent nation would be in

Fundamentals of Canadian Security

Because there is no external threat unique to Canada and Canada alone cannot assure its security, we rely on common defence arrangements with other free nations. Since 1949, these collective arrangements have been made under the North Atlantic Treaty Organization (NATO).

Canadian security policy has three major elements: defence and collective security, arms control and disarmament, and the peaceful resolution of disputes.

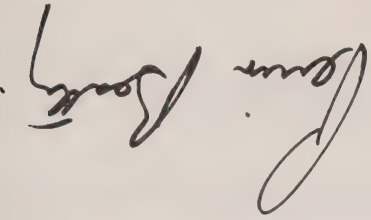
International Environment

Canadians live in an environment dominated by the rivalry between East and West. These two groups of nations are separated by a conflict of ideas and values. They are divided on how politics should be conducted, society ordered and economies structured. They are divided on the value of personal freedom, on the importance of the rule of law and on the proper relationship of the individual to the society. In this struggle, Canada is not neutral. Our values and our determination to defend freedom and democracy align us in the most fundamental way with other Western nations.

Europe is the centre of gravity in the balance of power between East and West. Since the Second World War, the Soviet Union has maintained in Central Europe massive armed forces much larger than those needed for defence alone. The Western response has been to deploy forces sufficient at least to deny the Soviet Union the prospect of an easy victory.

June 1987

Minister of National Defence



The challenges Canadians must face between now and the next century go to the survival of humanity itself and to whether Canada will continue as a free and independent country. The new defence policy outlined in the White Paper will help ensure for our children a sovereign and free Canada in a more peaceful world.





This booklet summarizes the results of an intensive review of Canada's defence needs. I am confident that the measures outlined here will restore to the Canadian Forces a sense of direction and a pride born of noble purpose. Canadians will be able to hold their heads high in the knowledge that we are meeting our responsibilities to ourselves and to our children. Canada will have honoured its commitment.

Jean Chrétien

Prime Minister of Canada

© Minister of Supply and Services Canada 1987

Cat. No. D2-73/1987-1

ISBN 0-662-55167-2

NDID-A-PP-000-000/AA-003

Additional information, if required, is available from
National Defence Headquarters (Director General Informa-
tion), 101 Colonel By Drive, Ottawa, Ont., K1A 0K2, or by
telephoning (613) 996-2353



CHALLENGE AND COMMITMENT

A Defence Policy for Canada

A Synopsis of
The Defence White Paper





A Synopsis of
The Defence White Paper

A Defence Policy for Canada

CHALLENGE AND COMMITMENT

CA1
ND
-87C21S

